

Comment se sont adaptés les agriculteurs de la zone d'El Guerdane à la diminution de l'accès à l'eau et à la mise en place d'un système de distribution d'eau pour l'irrigation localisé ?

MAHDANE Mhamed¹, ROSSEL Frédéric², RUF Thierry³

L'étude réalisée a pour but de comprendre les stratégies d'adaptation des agriculteurs de la zone d'El Guerdane (Province de Taroudant au Maroc) dans un contexte de déficit hydrique. En effet, ce périmètre se caractérise par un climat semi-aride qui fait de l'irrigation un impératif technique presque incoutournable pour l'agriculture, et dont les retombées économiques et sociales sont indéniables. L'irrigation constitue une voie privilégiée du développement agricole dans cette zone et bénéficie d'une attention particulière des pouvoirs publics, d'autant plus que la baisse des niveaux piézométriques se fait ressentir depuis une trentaine d'années dans la région. Sans avoir de certitudes quand au niveau précis de la nappe, la baisse du niveau piézométrique est effectivement importante et il semble difficile de réussir au moins à le stabiliser.

A l'origine, la plupart des agriculteurs étaient installés autour des *séguias*, canaux gravitaires reprenant les eaux de surface des oueds. Cependant, la politique de construction de barrages et différents cycles de sécheresse ont provoqué la fin de l'écoulement permanent dans l'Oued Sous. Pour répondre à ce déficit hydrique, les agriculteurs qui le pouvaient ont été contraint de multiplier les puits et les forages pour avoir accès à l'eau souterraine. Mais l'usage généralisé du pompage a dépassé les limites des périmètres anciens liés aux réseaux des *seguias*. De nouvelles exploitations sont apparues dans des espaces arides notamment autour d'El Guerdane. Le développement des techniques pour accéder aux ressources en eau souterraine s'est alors accompagné d'une modification des techniques d'irrigation à la parcelle, avec une substitution importante du gravitaire au profit de l'irrigation localisée.

Durant les vingt dernières années, la zone d'étude a connu une « fragmentation » importante en termes d'agriculture et d'accès à la ressource en eau souterraine, avec un rabattement spectaculaire de la nappe de plusieurs mètres par an. Pour tenter de résoudre la crise qui menaçait la survie des plantations d'agrumes, un projet d'allocation de l'eau d'un nouveau barrage situé dans le Haut Sous (Aoulouz) a été imaginé. L'originalité du projet se trouve dans l'innovation institutionnelle basée sur le partenariat public-privé qui a pris la forme d'une délégation du service de l'eau du barrage à une société privée et à la mise en place de conditions d'accès : exploiter au minimum 10 hectares d'agrumes et seulement des agrumes.

L'étude montre que l'objectif principal du projet, l'apport d'un complément d'irrigation afin de sauver le verger d'agrumes d'El Guerdane, est en décalage avec les nouvelles demandes en eau des agriculteurs qui délaissent l'agrumiculture pour des spéculations plus adaptées au contexte économique, comme la production de bananes ou le maraichage, un phénomène d'ailleurs observés dans les marges de la zone centrale d'El Guerdane.

Pour les anciennes zones irriguées où existent encore des formes d'agriculture familiale, malgré la ruine des *seguias*, l'étude montre que l'action publique a été déterminante pour aider ces communautés à se doter des mêmes outils que les grandes entreprises. Ainsi, dans la zone Nord-Est, proche de l'oued où une organisation historique existait depuis longtemps, les agriculteurs ont su

¹FLSH, Université Ibn Zohr d'Agadir, Maroc

² UMR GEAU, Montpellier SupAgro, Institut des Régions Chaudes

³ UMR GRED, Institut de Recherche pour le Développement, Montpellier

maintenir une gestion collective des réseaux d'irrigation, d'abord en injectant les eaux de pompage dans le réseau de distribution gravitaire mais depuis deux ou trois ans, avec l'appui du plan Maroc Vert, ils expérimentent la mise en place d'un réseau collectif d'irrigation localisée. Cette démarche mérite une attention forte car le maillage technique et les choix d'aménagement reposent encore sur les expertises de bureau d'études sans adopter une véritable participation des cultivateurs. Mais ces initiatives apparaissent bien comme une « compensation » afin que l'eau souterraine soit aussi accessible à des populations moins bien nanties que les propriétaires des grandes plantations de la région.